



## COMMUNIQUÉ

M. Joël GIRAUD, Député PRG des Hautes-Alpes, est intervenu jeudi 26 juin à la tribune de l'Assemblée dans le débat sur le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale.

VICHY -M. le président. La parole est à M. Joël Giraud.

M. Joël GIRAUD. Messieurs les ministres, dans son discours du 17 juin de présentation des conclusions du Livre blanc, le Président de la République a rappelé qu'il s'attacherait à envoyer en mission des soldats bien entraînés et bien équipés. Depuis septembre 2007, et ce sera le cas encore en août 2008, la France a renforcé son dispositif en Afghanistan. Cela suppose, au minimum, la formation de 2 500 hommes dans les toutes prochaines années. Il semble ainsi logique que tous les moyens permettant de préparer nos troupes à cette mission soient préservés. D'autant que, au-delà de l'Afghanistan, les quatre zones stratégiques identifiées par le Livre blanc comportent des pays dont les spécificités et la topographie exigent une formation adaptée.

Or, selon des fuites « organisées » dans la presse, et aujourd'hui même à l'AFP selon les propos que vous attribuez, monsieur le ministre, le maire de Briançon – que vous infirmerez, j'espère –, il semble que vous envisagiez la dissolution des seuls établissements qui ont le potentiel et les capacités de préparer efficacement et avec réalisme nos soldats, c'est-à-dire du centre national d'aguerrissement en montagne de Briançon, dans les Hautes-Alpes, et de Barcelonnette, dans les Alpes de Hautes Provence, qui lui est rattaché à compter du 1er juillet. Situé entre la Savoie et l'Ubaye, ce territoire présente pourtant les caractéristiques les plus proches, tant en altitude qu'en relief, de celui où sont engagées nos forces ; les troupes qui partent en Afghanistan se trouvent d'ailleurs en ce moment même dans ces centres.

Si cette décision relève d'une logique budgétaire, elle est peu lisible et démontre pour le moins les incohérences des analyses financières qui ont été menées. En effet, entraîner des soldats pour l'Afghanistan au CNAM de Briançon coûte dix fois moins cher que de les entraîner dans un centre de l'OTAN en Allemagne, au relief plutôt inadapté.

À défaut d'une logique budgétaire, serions-nous à nouveau dans une pure et unique logique atlantiste ? Alors que la France a la possibilité d'entraîner ses

- 1 / 2 -

**GÉRARD CHARASSE, DÉPUTÉ DE L'ALLIER**

PERMANENCE EN RÉGION : 72, RUE DE PARIS - 03200 VICHY - TÉLÉPHONE : 04.70.97.14.50 - TÉLÉCOPIE : 04.70.97.00.26  
ASSEMBLÉE NATIONALE : 126, RUE DE L'UNIVERSITÉ - 75335 PARIS CEDEX 07 SP - TÉLÉPHONE : 01.40.63.71.44 - TÉLÉCOPIE : 01.40.63.97.93  
SITES INTERNET : [HTTP://WWW.CHARASSE.NET](http://www.charasse.net) & [HTTP://WWW.ASSEMBLEE-NATIONALE.FR](http://www.assemblee-nationale.fr) - EMAIL : [CPOMMERAY@WANADOO.FR](mailto:CPOMMERAY@WANADOO.FR)

propres forces, de proposer ses moyens à d'autres pays alliés, répondant ainsi à la volonté du Président de la République de conforter l'Europe de la défense, il est envisagé de dissoudre un organisme qui ne compte que 125 personnes pour un budget annuel de moins de 1 million d'euros et qui apporte une plus-value reconnue de tous. Son action est en outre en parfaite cohérence avec le concept de résilience de la société, au moment où la frontière entre sécurité civile et sécurité militaire n'est plus aussi claire, ainsi que l'ont prouvé ces soldats en sauvant des enfants bloqués dans un car pris dans une tempête au col du Lautaret.

Sans nier la nécessité de restructurer les armées, et s'agissant des pôles d'entraînement des Alpes, les acteurs locaux vous ont fait la proposition réaliste, concrète et ambitieuse, au moment où la France accède à la présidence de l'Union, d'offrir à l'Europe un centre inter-armées européen d'entraînement et d'aguerrissement en montagne afin de partager ce pôle d'excellence. C'est déjà au demeurant le cas, mais là, cette action serait structurée pour répondre aux besoins actuels et contribuer à renforcer nos partenariats internationaux, tout en conservant sur notre territoire les indispensables structures de formation nécessaires aux engagements de la nation.

Réfléchissez bien à cette proposition, messieurs les ministres, car le jour où des soldats français tomberont en Afghanistan parce qu'ils auront été mal entraînés.

M. le ministre de la défense. Oh ! Il ne faut pas dire des choses pareilles !

M. Joël GIRAUD. Il sera trop tard et les Français demanderont des comptes au Président de la République qui avait annoncé faire de la sécurité des personnels une priorité. ./.

Pièces jointes :  
Diffusion :

---

4 juillet 2008 - 9:25 - Contact : Christophe Pommeray - t : 06.08.53.10.26